

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtišanu	bez piesūtišanas
par: Ls	(sajemot ekspedīcijā)
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkaipārdevējiem —,12	Par atsevišķu numuru —,10

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no puiksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām Ls 4,—	
par katru tālāku rindiņu „ —,15	
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu „ —,20	
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) „ —,25	
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas „ —,80	

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

L I K U M S

par konvenciju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību starp Latviju un Holandi.

1930. gada 27. janvārī Hagā parakstītā konvencija par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību starp Latviju un Holandi ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
- Konvencija stājas spēkā konvencijas 18. pantā paredzētā laikā un kārtībā.
Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 17. jūnijā.

Rīgā, 1930. g. 12. jūlijā.
Valsts Prezidents A. Kviesis.

C O N V E N T I O N

d'extradition et d'assistance judiciaire entre la Lettonie et les Pays-Bas.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE
et
SA MAJESTE LA REINE DES PAYS-BAS,

ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire;

- ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:
- le Président de la République de Lettonie: Monsieur Oskar Voit, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Lettonie près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;
 - Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Son Ministre des Affaires Etrangères,
- lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement letton s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs propres nationaux et de sujets d'un tiers Etat, en tant qu'une exception à l'égard de ces derniers serait motivée par le droit des gens, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits énumérés à l'article 2, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée, si le fait commis, selon la législation de l'Etat requis, est compris également dans les faits punissables énumérés ci-après et lorsque, pour les condamnés, la peine prononcée sera au moins de six mois d'emprisonnement et, pour les prévenus, la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la législation des deux pays, au moins d'un an d'emprisonnement.

Néanmoins, lorsque le fait motivant la demande d'extradition, aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il ne sera donné suite à cette demande que si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

Les faits punissables qui pourront donner lieu à une demande d'extradition, sont les suivants:

- 1^o. a. attentat contre la vie ou la liberté du roi, de la reine régnante, du régent ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner;
- b. attentat contre la vie ou la liberté de la reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine;
- 2^o. meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;
- 3^o. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;
- 4^o. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;
- 5^o. coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner;
- 6^o. viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissances, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne audessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers; la débauche commise par une personne d'âge majeur avec un mineur du même sexe; la débauche commise avec des personnes qui sont placées sous la garde ou sous l'autorité de l'auteur, en tant que punissable selon la législation des deux parties; la traite des femmes et la traite des mineurs du sexe masculin;
- 7^o. excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays;
- 8^o. bigamie;
- 9^o. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;
- 10^o. enlèvement de mineurs;
- 11^o. contrefaçon ou falsification de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies, ce papier-monnaie ou ces billets de banque comme non-contrefaits et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein; émission, la détention ou l'introduction de l'étranger de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, dans le dessein de les mettre en

circulation comme n'étant ni faux, ni falsifiés, soit que l'auteur avait fait lui-même la contrefaçon ou la falsification, soit qu'il savait au moment ou il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

- 12^o. contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de timbres, qui y sont assimilés à cet égard, ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;
 - 13^o. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fautive ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;
 - 14^o. faux serment;
 - 15^o. corruption de fonctionnaires publics, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; concussion, détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;
 - 16^o. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;
 - 17^o. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;
 - 18^o. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;
 - 19^o. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;
 - 20^o. émeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;
 - 21^o. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;
 - 22^o. vol;
 - 23^o. escroquerie;
 - 24^o. abus d'un blanc-seing;
 - 25^o. détournement;
 - 26^o. banqueroute frauduleuse.
- Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Article 3.

- L'extradition n'aura pas lieu:
- 1^o. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition;
 - 2^o. aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays, auquel l'extradition est demandée, ou si, à raison de ce fait, il y a été définitivement condamné, absous, gracié ou acquitté;
 - 3^o. si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise;
 - 4^o. si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour un fait délictueux politique (voir l'art. 6);
 - 5^o. si, d'après les lois de l'Etat requérant, la poursuite de l'individu réclamé ne peut être commencée que sur une plainte privée et que celle-ci n'ait pas été déposée en temps voulu;
 - 6^o. si l'individu réclamé devait être jugé par un tribunal extraordinaire;
 - 7^o. si, dans l'Etat requis, l'individu réclamé a été condamné à la peine de mort et qu'elle n'ait pas été commuée dans le délai légal en une autre peine.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Toutefois, afin de comparaître devant les tribunaux du pays requérant, un individu réclamé pourra être livré temporairement à la condition qu'il sera renvoyé aussitôt que la poursuite sera finie.

Article 5.

Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, et, sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, ni poursuivi ni puni pour un fait prévu par la présente convention et antérieur à son extradition autre que celui, ayant motivé l'extradition, ni extradé à un tiers Etat, à moins qu'il n'ait eu en tout cas la pleine liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Les individus poursuivis ou condamnés pour des faits auxquels, d'après la législation de l'Etat requérant, est applicable la peine de mort, ne seront extradés qu'à la condition que ladite peine ne sera ni prononcée ni appliquée à leur égard.

Article 6.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 2, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la

présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable. Les pièces qui ne sont pas rédigées en langue française, devront être accompagnées d'une traduction française.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Article 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée:

du côté de la Lettonie par toute autorité judiciaire;

du côté des Pays - Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire).

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été reçue au Ministère des Affaires Étrangères de l'Etat requis.

Article 11.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale nonpolitique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins devra être accompagnée d'une traduction française.

Article 12.

Si dans une cause pénale non-politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 13.

Lorsque dans une cause pénale non-politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces dans le plus bref délai possible.

Article 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, et sans restitution de frais, toutes les sentences de condamnations ayant obtenu force de chose jugée, par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, prononcées par la Justice d'un des deux Etats contre des ressortissants de l'autre Etat.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique, au Gouvernement du pays, auquel appartient le condamné, d'une expédition authentique ou d'un extrait de la décision définitive ou d'un extrait du casier judiciaire, accompagné d'une traduction française, si ladite pièce est rédigée en une autre langue.

Article 17.

Les stipulations de la présente convention seront applicables également aux Indes Néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, sauf l'observation des dispositions à établir ultérieurement par des notes à échanger entre les deux Etats et dont la nécessité pourrait s'imposer par la législation en vigueur dans ces territoires d'outremer.

Les modalités des demandes prévues par les présent traité et émanant des autorités de ces territoires ou adressées à celles-ci, seront également réglées par ces notes. Par dérogation à l'art. 10 le délai pour la mise en liberté sera de trois mois.

Article 18.

La présente convention sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle ne sera exécutoire dans les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors de l'Europe, visés à l'article 17, qu'à la date à fixer dans les notes à échanger selon cet article.

Article 19.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer la présente convention, en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

La convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à La Haye, le 27 janvier 1930.

(L. S.) (Signé) Dr. O. Woit.

(L. S.) (Signé) Beelaerts van Blokland.

KONVENCIJA

par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību starp Latviju un Holandi.

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS

un

VIŅA MAJESTĀTE HOLLANDES ĶĒNIŅIENE

noļēmuši noslēgt uz savstarpējas vienošanās pamata konvenciju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību:

iecélušī šajā nolūkā par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents: Oskaru Voita kungu, Latvijas Republikas ār-kārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņas Majestāte Holandes Ķēniņiene: Jonkheeru Frans Beelaerts van Blokland, savu ārlietu ministri,

kuŗi pienācīgi pilnvaroti, vienojās par sekojošiem pantiem:

1. pants.

Hollandes valdība un Latvijas valdība apņemas viena otrai izdot, saskaņā ar sekojošo pantu noteikumiem, izņemot viņu pašu pilsoņus un kādas citas valsts pilsoņus, ciktāl šāds izņēmums par pēdēji minētiem būtu pamatots uz starptautiskām tiesībām, visas personas, kas notiesātas vai vajātas par kādu no 2. pantā uzskaitītiem nodarījumiem, pie kam nodarījumiem jābūt izdarītiem ārpus tās valsts teritorijas, kam izdošana pieprasīta, ja šis nodarījums, saskaņā ar pieprasījuma saņēmējas valsts likumiem, ietilpst arī zemāk uzskaitītos sodāmos nodarījumos, un ja, attiecībā uz notiesātiem, piespriests sods ir mazāksais ieslodzīšana cietumā uz sešiem mēnešiem un, attiecībā uz vajājamajiem, mazākais nodarījumam piemērojamais sods, saskaņā ar abu valstu likumiem, ir ieslodzīšana cietumā uz vienu gadu.

Bet ja nodarījums, kuŗu dēļ pieprasījums iesniegts, izdarīts ārpus pieprasītājas valsts teritorijas, pieprasījumu ievēros vienīgi tad, ja pieprasījuma saņēmējas valsts likumi atļauj vajāt tos pašus noziedzīgos nodarījumus, kad tie izdarīti ārpus viņas teritorijas.

2. pants.

Sodāmie nodarījumi, kuru dēļ var iesniegt izdošanas pieprasījumu, ir šādi:

10. a. uzbrukums ķēniņai, valdošās ķēniņienes, regenta vai cita draudzīgas valsts galvas dzīvībai vai brīvībai, vai uzbrukums, kas izdarīts nolūkā padarīt tos nespējīgus valdīt;

b. uzbrukums nevaldošās ķēniņienes, troņa mantnieka vai kāda valdošās ģimenes locekļa dzīvībai vai brīvībai;

20. nogalināšana vai slepkavība, bērna nogalināšana vai slepkavība;

30. rakstos izteikti noteikti draudi, par cik to dēļ abu valstu likumi pieļauj izdošanu;

40. augļa nodzīšana, ja to izdara pati grūtniecības stāvoklī esošā sievietē vai arī citi;

50. tīša sišana vai ievainošana ar iepriekšēju nodomu, kam seko par neārstējamu uzskatāma slimība, pastāvīga personīga darba nespēja, kāda locekļa lietošanas pilnīga zaudēšana, smaga sakropļošana vai nonāvēšana bez nodoma;

60. izvarošana; mieskārtīga darbība; sakaru uzturēšana ārļaulībā ar jaunavu vai sievieti, kas jaunāka par sešpadsmit gadiem, vai ar sievieti, kas vecāka par sešpadsmit gadiem, ja vainīgais zina, ka tā paģibusī vai zaudējusi samaņu; netikumīga darbība, ja vainīgais zina, ka persona, ar kuŗu viņš šo darbību izdara, ir paģibusī vai zaudējusi samaņu, vai ja šī persona nav sasniegusi sešpadsmit gadus; kādas personas, jaunākas par sešpadsmit gadiem, uzmuđināšana izdarīt vai atļaut pie sevis netikumīgu darbību vai uzturēt ārļaulībā sakarus ar kādu trešo personu; izvirtība, ko piekopusi pilngadīga persona ar tā paša dzimuma nepilngadīgu personu; izvirtība, kas piekopta ar personām, kas atrodas vainīgā gādībā vai uzraudzībā, ciktāl tā sodāma saskaņā ar abu valstu likumiem; tirdzniecība ar sievietēm un ar vīriešu dzimuma nepilngadīgām personām;

70. nepilngadīgo pamuđināšana uz izvirtību un ikuŗa darbība ar nolūku sekmēt nepilngadīgo izvirtību, kas sodāma saskaņā ar abu valstu likumiem;

80. divsievība;

90. bērnu nolaupīšana, noslēpšana, samainīšana vai izdošana cita vietā;

100. nepilngadīgo nolaupīšana;

110. naudas, papirnaudas vai bankas zīmju viltošana vai pārtaisīšana, kas izdarīta ar nolūku laist vai likt laist apgrozībā šo naudu, papirnaudu vai bankas zīmes kā neviltošas vai nepārtaisītas, vai viltotas vai pārtaisītas naudas, papirnaudas vai bankas zīmju laišana apgrozībā, ja tā izdarīta apzināti; naudas, papirnaudas vai bankas zīmju izlaišana, uzglabāšana un ievēšana no ārzemēm ar nolūku laist tās apgrozībā kā neviltošas un nepārtaisītas, ja vainīgais vai nu pats izdarījis viltošanu vai pārtaisīšanu, vai ja viņš, tās saņemot, zinājis, ka tās ir viltotas vai pārtaisītas;

120. valsts zīmju vai marku vai tām šajā ziņā pielidzinātu zīmju, kā arī likumā paredzēto darba zīmju viltošana vai pārtaisīšana, ciktāl abu valstu likumi pieļauj tādējādi pamatotu izdošanu;

130. dokumentu viltošana un apzināta viltotu vai pārtaisītu dokumentu lietošana, ciktāl abu valstu likumi pieļauj šādējādi pamatotu izdošanu;

140. nepatiess zvērasts;

150. amatu personu piekukuļošana, ciktāl abu valstu likumi pieļauj šādējādi pamatotu izdošanu; amatu personu vai tiem pielidzināto darbinieku ļaunprātīga rīcība un mantu piesavināšanās;

160. tīša dedzināšana, ja no tās var celties kopējas briesmas īpašumiem vai briesmas citu dzīvībai; dedzināšana, kas izdarīta ar nolūku iegūt sev vai izgādāt citam nelikumīgu ienākumu uz apdrošinātāja vai likumīgā bodmerējas līguma turētāja rēķina;

170. tīši izdarīta ēkas vai celtnes iznīcināšana, kas visumā vai pa daļai pieder citām personām, ja no tās var celties kopējas briesmas īpašumiem vai briesmas citu dzīvībai;

180. publiskā vietā kopā ar citiem izdarīti varas darbi pret personām vai mantu;

190. noziedzīgs nodarījums ar nolūku nogremdēt, izsviest krastā, iznīcināt, padarīt lietošanai nederīgu vai sabojāt kuģi, ja no tam var izcelties dzīvības briesmas citiem;

200. kuģa pasažieru sacelšanās un nepaklausība, kas vērsti pret kapteini, un kuģa komandas sacelšanās un nepaklausība, kas vērsti pret priekšniecību;

210. tīšs nodarījums, kas rada briesmas vilcienam uz dzelzceļiem;

220. zādzība;

230. krāpšana;

240. blanko paraksta ļaunprātīga izmantošana;

250. mantu piesavināšanās;

260. ļaunprātīgs bankrots;

Augšā minētos apzīmējumos ietilpst arī līdzdalība un mēģinājums, ja tie sodāmi saskaņā ar tās zemes likumiem, kam izdošana pieprasīta.

3. pants.

Izdošana nenotiek:

10. ja nodarījums izdarīts trešā valstī un ja šis valsts valdība pieprasa izdošanu;

20. tik ilgi, kamēr pieprasījumā minēto personu par to pašu nodarījumu vajā pieprasījuma saņēmējā zemē, un ja, sakarā ar šo nodarījumu, šī persona tur galīgi notiesāta, apzēlota vai attaisnota vai ja tai ir piedots;

30. ja saskaņā ar tās zemes likumiem, kam pieprasījums iesniegts, vajāšana vai sods ir noiļguši;

40. ja pieprasīto personu vajā vai ja tā ir notiesāta par politisku noziedzīgu nodarījumu (sk. 6. pantu);

59. ja saskaņā ar pieprasītās valsts likumiem, pieprasītās personas vajāšanu var uzsākt tikai uz privātas sūdzības pamata un ja šāda sūdzība nav iesniegta pienācīgā laikā;

60. ja pieprasīto personu tiesātu ārkārtējā tiesā;

70. ja pieprasītā persona pieprasījuma saņēmējā valstī ir notiesāta uz nāvi un likumīgā laikā šis sods nav pārvērstš citā sodā.

4. pants.

Ja pieprasīto personu vajā, vai ja tā izcieš sodu par kādu citu noziedzīgu nodarījumu, kā tas, kuŗa dēļ iesniegts izdošanas pieprasījums, tad viņu izdos tikai pēc vajāšanas izbeigšanas tajā zemē, kam izdošana pieprasīta un, notiesāšanas gadījumā, tikai pēc tam, kad tā būs sodu izcietusi, vai arī apzēlota. Tomēr lai pieprasītā persona varētu stāties pieprasītās zemes tiesu priekšā, to var izdot pagaidām ar nosacījumu, ka tā atsūtāma atpakaļ tūlī pēc vajāšanas izbeigšanas.

5. pants.

Abas puses noteikti vienojas, ka izdoto personu nevar ne vajāt, ne tiesāt tajā zemē, kam tā izdota, par jebkuŗu sodāmu nodarījumu, kas šajā konvencijā nav paredzēts un kas izdarīts pirms izdošanas, un to nevar ne vajāt ne tiesāt bez izdevējas valsts piekrišanas par kādu citu nodarījumu, kas paredzēts šajā konvencijā un izdarīts pirms izdošanas, kā to, kuŗa dēļ izdošana notikusi, ne arī izdot kādai trešai valstij, izņemot gadījumu, ja minētai personai dota pilnīga brīvība atstāt minēto zemi mēneša laikā pēc tiesāšanas vai, notiesāšanas gadījumā, pēc soda izciešanas vai pēc apzēlošanas.

Personas, kas vajātas vai notiesātas par nodarījumiem, kam saskaņā ar pieprasītās valsts likumiem draud nāves sods, izdodamas tikai ar nosacījumu, ka tām minēto sodu ne piespriedīs, ne piemēros.

6. pants.

Šā līguma noteikumi nav piemērojami politiskiem noziegumiem. Tāpēc personu, kas izdota par kādu no 2. pantā minētiem, parastos soda likumos paredzētiem nodarījumiem, nevar nekādā gadījumā vajāt un tiesāt tajā valstī, kam tā izdota, par kādu politisku noziegumu, ko tā izdarījusi pirms izdošanas, ne arī par kādu nodarījumu, kas stāv sakarā ar tamlīdzīgu politisku noziegumu.

7. pants.

Izdošana pieprasāma diplomātiskā ceļā un atļaujama tikai tad, ja iesniegti, oriģinālā vai apliecinātā norakstā, vai nu notiesājošs spriedums, vai arī lēmums par vajāšanas uzsākšanu, vai saukšanu pie kriminālas atbildības līdz ar lēmumu par apcietināšanu, kas izgatavots pieprasītās valsts likumos paredzētā formā un kuŗā pietiekoši aprādīts attiecīgais nodarījums, lai pieprasījuma saņēmējā valsts spētu spriest, vai tas, saskaņā ar viņas likumiem, ir uzskatāms par vienu no šajā konvencijā paredzētiem gadījumiem; pieprasījumiem pievienojami arī šim nodarījumam piemērojami sodu likumu noteikumi. Dokumentiem, kas nav sastādīti franču valodā, pievienojams franču tulkojums.

8. pants.

Izdodamai personai atņemtie priekšmeti nododami pieprasītājai valstij, ja pieprasījuma saņēmējās valsts piekritīgā iestāde ir devusi rīkojumu par šo priekšmetu nodošanu.

9. pants.

Līdz diplomātiskā ceļā iesniegtā pieprasījuma saņemšanai, saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem izdodamās personas pagaidu apcietināšanu var pieprasīt: no Latvijas puses ikkuŗa tiesas iestāde; no Holandes puses ikkuŗš tiesas ierēdnis vai izmeklēšanas tiesnesis (tiesnesis (kommissārs)).

Pagaidu apcietināšana ir padota pieprasījuma saņēmējās valsts likumos noteiktām formām un kārtībai.

10. pants.

Saskaņā ar iepriekšējā panta noteikumiem pagaidām apcietinātais ārvalstnieks, ja tikai tas nav paturams apcietinājumā citu iemeslu dēļ, atbrivojams, ja divdesmit dienu laikā, skaitot no pagaidu apcietināšanas rīkojuma izdošanas, pieprasījuma saņēmējās valsts ārlietu ministrija nav saņēmusi izdošanas pieprasījumu diplomātiskā ceļā līdz ar šajā konvencijā paredzētiem dokumentiem.

11. pants.

Ja izdarot kriminālvajāšanu nepolitiskā lietā, viena valdība uzskata par nepieciešamu nopratināt lieciniekus, kas uzturas otrā valstī, tad šajā nolūkā diplomātiskā ceļā nosūtāms tiesas palīdzības lūgums, kas izpildāms, ievērojot tās zemes likumus, kur liecinieki nopratināmi. Bet steidzamības gadījumā vienas valsts tiesu iestādes var tiesas palīdzības lūgumu iesniegt tieši otras valsts tiesu iestādēm.

Tiesas palīdzības lūgumam dēļ liecinieku nopratināšanas pievienojams tulkojums franču valodā.

12. pants.

Ja izdarot izmeklēšanu kriminālā nepolitiskā lietā, ir nepieciešama vai vēlāma kāda liecinieka personīga ierašanās otrā valstī, tad viņa valdība to uzaicinās paklausīt piesūtītam uzaicinājumam, un piekrišanas gadījumā tam izmaksājami ceļa un uzturēšanās izdevumi saskaņā ar tarifiem un noteikumiem, kas spēkā tajā zemē, kur nopratināšanai jānotiek, izņemot gadījumu, ja pieprasītāja valsts uzskata, ka lieciniekam izmaksājama lielāka atlīdzība.

Nevienu liecinieku, kam vienā valstī izsniegts uzaicinājums ierasties un kas labprātīgi ierodas otras valsts tiesā, nevar šajā valstī ne vajāt, ne aizturēt par agrākiem krimināliem nodarījumiem vai spriedumiem, ne arī kā līdzdalībnieku tajos nodarījumos, uz kuŗiem attiecas lieta, kur tas uzstāsies kā liecinieks.

13. pants.

Ja kriminālā nepolitiskā lietā uzskata par derīgu vai vajadzīgu nostādīt vaigu vaigā otrā valstī apcietinātos noziedzniekus vai arī iegūt aplūkošanai otras valsts iestāžu rīcībā esošos lietišķos pierādījumus vai dokumentus, tad attiecīgs lūgums iesniedzams diplomātiskā ceļā un šis lūgums ievērojams, izņemot gadījumu, ja ir sevišķi iemesli, kas to neatļauj, pie kam noziedznieki un dokumenti visdrīzākā laikā jāatsūta atpakaļ.

14. pants.

Kādas personas tranzīts, ko kāda trešā valsts izdevusi vienai Līdzējai valstij un kas nepieder pie tranzīta zemes, atļaujams caur otras Līdzējas valsts teritoriju, uzrādot vienu no 7. pantā minēto dokumentu oriģinālu vai apliecinātu norakstu, ja tikai nodarījums, kuŗa dēļ izdošana notiek, ietilpst šajā konvencijā, bet neietilpst 3. un 6. panta noteikumos, un ja transports notiks tās valsts ierēdņu pavadībā, kas atļāvusi tranzītu pa savu teritoriju.

Tranzīta izdevumus uzņemas pieprasītāja valsts.

15. pants.

Abas valdības atsakās no ikkuŗas prasības par uztura, transporta un citu izdevumu atmaksu, kas celtos viņu attiecīgo teritoriju robežās no vajājamo, apsūdzēto vai notiesāto izdošanas, kā arī no to izdevumu atmaksas, kas ceļas no tiesiskas palīdzības lūgumiem, no vaigu vaigā nostādāmo noziedznieku transporta un atpakaļsūtīšanas un no lietišķo pierādījumu un dokumentu sūtīšanas un atpakaļsūtīšanas.

Ja transportu pa jūru uzskatītu par piemērotāku, izdodamo personu novedīs ostā, ko aprāda pieprasītās valsts diplomātiskais vai konsulārais pārstāvis, uz kuŗa rēķina to arī ievieto kuģī.

16. pants.

Abas valdības apņemas savstarpēji paziņot, neatlīdzinot izdevumus, visus soda spriedumus, kas stājušies likumīgā spēkā, par visiem sodāmiem nodarījumiem, izņemot pārkāpumus, kuŗos vienas Līdzējas valsts tiesas piespriedušas sodus otras valsts pilsoņiem.

Šis paziņojums izdarāms, nosūtot diplomātiskā ceļā tās zemes valdībai, pie kuŗas pieder notiesātais, galīgā lēmuma vai sodamības apliecības apliecinātu norakstu vai izrakstu, kam, gadījumā, ja šis dokuments ir sastādīts citā valodā, pievienojams tulkojums franču valodā.

17. pants.

Šās konvencijas noteikumi ir arī piemērojami Holandes Indijai, Surināmai un Kiraso, ievērojot starp abām valstīm vēlāk apmaināmu notu ceļā nosakāmus noteikumus, kas izrādītos nepieciešami, sakarā ar likumiem, kas spēkā šajās aizjūras teritorijās.

Šajās notās arī nokārtojami šai līgumā paredzēto pieprasījumu veidi, ko izsniedz šo teritoriju iestādes, vai ko tām iesniedz. Pretēji 10. panta noteikumiem laiks, pēc kuŗa apcietinātais atbrivojams, ir trīs mēnešus ilgs.

18. pants.

Šī konvencija stājas spēkā divdesmitā dienā pēc viņas publicēšanas saskaņā ar abu valstu likumiem.

Tā stājas spēkā 17. pantā minētās Holandes Karālistes teritorijās, kas atrodas ārpus Eiropas, tikai tajā dienā, ko noteiks saskaņā ar minētā panta noteikumiem apmaināmās notās.

19. pants.

Katra Līdzēja puse var ikkuŗā laikā uzteikt šo konvenciju, paziņojot savu nodomu otrai pusei sešus mēnešus iepriekš.

Konvencija ratificējama, un ratifikācijas dokumenti apmaināmi Hāgā, cik drīz vien iespējams.

Šo apliecinot, attiecīgie pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un piespieda tai savus zīmogus.

Izgatavots Hāgā, divos oriģinālos, 1930. gada 27. janvārī.

(Z. v.)

(Paraksts) Dr. O. Voit.

(Z. v.)

(Paraksts) Beelaerts van Blokland.

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 17. jūnija plēnārsēdē.

J. Breikss, Saeimas sekretārs.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS

par protokolu par grozījumiem Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas statūtos.

1. 1929. gada 14. septembrī Ženēvā parakstītais protokols par grozījumiem Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas statūtos ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināms 1. pantā minētais protokols ar pielikumu un to tulkojums latviešu valodā.

3. Protokols stājas spēkā protokola 4. pantā minētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 17. jūnijā.

Rīgā, 1930. g. 12. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

PROTOCOLE.

1. Les soussignés, dûment autorisés, conviennent, au nom des gouvernements qu'ils représentent, d'apporter au Statut de la Cour permanente de Justice internationale les amendements qui sont indiqués dans l'annexe au présent Protocole et qui font l'objet de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 14 septembre 1929.

2. Le présent Protocole, dont les textes français et anglais feront également foi, sera soumis à la signature de tous les signataires du Protocole du 16 décembre 1920, auquel est annexé le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'à celle des Etats-Unis d'Amérique.

3. Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés, si possible avant le 1-er septembre 1930, entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera les Membres de la Société et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1-er septembre 1930, à condition que le Conseil de la Société des Nations se soit assuré que les Membres de la Société des Nations et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte, qui auront ratifié le Protocole du 16 décembre 1920, mais dont la ratification sur le présent Protocole n'aurait pas encore été reçue à cette date, ne font pas d'objection à l'entrée en vigueur des amendements au Statut de la Cour qui sont indiqués dans l'annexe au présent Protocole.

5. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, les nouvelles dispositions feront partie du Statut adopté en 1920 et les dispositions des articles primitifs objet de la revision seront abrogées. Il est entendu que, jusqu'au 1-er janvier 1931, la Cour continuera à exercer ses fonctions conformément au Statut de 1920.

6. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, toute acceptation du Statut de la Cour signifiera acceptation du Statut révisé.

7. Aux fins du présent Protocole, les Etats-Unis d'Amérique seront dans la même position qu'un Etat ayant ratifié le Protocole du 16 décembre 1920.

FAIT à Genève, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général adressera des copies certifiées conformes aux Membres de la Société des Nations et aux Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

Union Sud-Africaine

Allemagne

Australie

Autriche

Belgique

Bolivie

Brésil

Grande-Bretagne et Irlande du Nord

ainsi que toutes parties de l'Empire

britannique non membres séparés

de la Société des Nations

Bulgarie

Canada

Chili

Chine

Colombie

Danemark

République Dominicaine

Espagne

Estonie

Finlande

France

Grèce

Guatemala

Haiti

Hongrie

Inde

Eric H. Louw

Fr. Gaus

W. Harrison Moore

Dr. Marcus Leitmaier

Henri Rolin

A. Cortadellas

M. de Pimentel Brandao

Arthur Henderson

Vladimir Molloff

R. Dandurand

Luis V. de Porto-Seguro

Chao-Chu Wu

Francisco José Urrutia

Georg Cohn

M. L. Vasquez G.

C. Botella

A. Schmidt

A. S. Yrjö-Koskinen

Henri Fromageot

Politis

Luis V. de Porto-Seguro

Luc Dominique

Ladislav Gajzago

Md. Habibullah

État Libre d'Irlande	John A. Costello
Italie	Vittorio Scialoja
Lettonie	Charles Duzmans
Libéria	A. Sottile
Luxembourg	Bech
Nicaragua	Francisco Torres F.
Norvège	Arnold Raestad
Nouvelle-Zélande	C. J. Parr
Panama	J. D. Arosemena
Paraguay	R. V. Caballero de Bedoya
Pays-Bas	V. Eysinga
Pérou	Mar. H. Cornejo
Perse	P. P. Kitabgi
Pologne	M. Rostworowski
Portugal	S. Rundstein
Roumanie	Prof. Doutor J. Lobo d'Avila Lima
Salvador	Antoniade
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	J. Gustavo Guerrero
Siam	I. Choumenkovitch
Suède	Varnvaidya
Suisse	E. Marks von Württemberg
Tchécoslovaquie	Motta
Uruguay	Zd. Fierlinger
Venezuela	A. Guani
	C. Zumeta

Annexe au protocole du 14 septembre 1929.

AMENDEMENTS

au Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Les articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 et 35 sont remplacés par les dispositions suivantes:

Nouvelle rédaction de l'article 3.

La Cour se compose de quinze membres.

Nouvel article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux, désignés à cet effet par leurs Gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, réglera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un Etat qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, n'est pas Membre de la Société des Nations.

Nouvelle rédaction de l'article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des membres de la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission sera adressée au Président de la Cour, pour être transmise au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Nouvelle rédaction de l'article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après: dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire général de la Société des Nations procédera à l'invitation prescrite par l'article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil dans sa première session.

Nouvelle rédaction de l'article 15.

Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Nouvelle rédaction de l'article 16.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative, ni se livrer à aucune autre occupation de caractère professionnel.

En cas de doute, la Cour décide.

Nouvelle rédaction de l'article 17.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

Nouvelle rédaction de l'article 23.

La Cour reste toujours en fonction, excepté pendant les vacances judiciaires, dont les périodes et la durée sont fixées par la Cour.

Les membres de la Cour dont les foyers se trouvent à plus de cinq jours de voyage normal de La Haye auront droit, indépendamment des vacances judiciaires, à un congé de six mois, non compris la durée des voyages, tous les trois ans.

Les membres de la Cour sont tenus, à moins de congé régulier, d'empêchement pour cause de maladie ou autre motif grave dûment justifié auprès du Président, d'être à tout moment à la disposition de la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Sous la condition que le nombre des juges disponibles pour constituer la Cour ne soit pas réduit à moins de onze, le Règlement de la Cour pourra prévoir que, selon les circonstances et à tour de rôle, un ou plusieurs juges pourront être dispensés de siéger.

Toutefois, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 26.

Pour les affaires concernant le travail, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre

statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Dans les deux cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d'„Assesseurs pour litiges de travail“, composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix.

Le recours à la procédure sommaire visé à l'article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent article, si les parties le demandent.

Dans les affaires concernant le travail, le Bureau international aura la faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

Nouvelle rédaction de l'article 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (Ports, Voies d'eau, Voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera, pour chaque période de trois années, une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d'„Assesseurs pour litiges de transit et de communications“, composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent article, si les parties le demandent.

Nouvelle rédaction de l'article 29.

En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une Chambre de cinq juges, appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. Deux juges seront, en outre, désignés, pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger.

Nouvelle rédaction de l'article 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une des parties, l'autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de juge. Celle-ci devra être prise de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

La présente disposition s'applique dans le cas des articles 26, 27 et 29. En pareils cas, le Président priera un, ou s'il y a lieu, deux des membres de la Cour composant la Chambre, de céder leur place aux membres de la Cour de la nationalité des parties intéressées et, à défaut ou en cas d'empêchement, aux juges spécialement désignés par les parties.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés, comme il est dit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2; 17, alinéa 2; 20 et 24 du présent Statut. Ils participent à la décision dans des conditions de complète égalité avec leurs collègues.

Nouvelle rédaction de l'article 32.

Les membres de la Cour reçoivent un traitement annuel.

Le président reçoit une allocation annuelle spéciale.

Le vice-président reçoit une allocation spéciale pour chaque jour où il remplit les fonctions de président.

Les juges désignés par application de l'article 31, autres que les membres de la Cour, reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions.

Le traitement du Greffier est fixé par l'Assemblée sur la proposition de la Cour.

Un règlement adopté par l'Assemblée fixe les conditions dans lesquelles les pensions sont allouées aux membres de la Cour et au Greffier, ainsi que les conditions dans lesquelles les membres de la Cour et le Greffier reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage.

Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt.

Nouvelle rédaction de l'article 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour que cette partie devra supporter. Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas, si cet Etat participe aux dépenses de la Cour.

Le texte français de l'article 38, n°4, est remplacé par la disposition suivante: 4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

(Il n'y a pas de changement dans le texte anglais.)

Les articles 39 et 40 sont remplacés par les dispositions ci-après:

Nouvelle rédaction de l'article 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la demande de toute partie, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Nouvelle rédaction de l'article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général, ainsi que les Etats admis à ester en justice devant la Cour.

Le texte anglais de l'article 45 est remplacé par la disposition suivante:

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside. (Il n'ya pas de changement dans le texte français.)

Le nouveau chapitre suivant est ajouté au Statut de la Cour:

Chapitre IV. — Avis consultatifs.

Nouvel article 65.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

Nouvel article 66.

1. Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à ester en justice devant la Cour.

En outre, à tout Membre de la Société, à tout Etat admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par le Président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

Si un des Membres de la Société ou des Etats mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale ci-dessus visée, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

2. Les Membres, Etats ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Membres, Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique en temps voulu les exposés écrits aux Membres, Etats ou organisations qui en ont eux-mêmes présentés.

Nouvel article 67.

La Cour prononcera ses avis consultatifs en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations et les représentants des membres de la Société, des Etats et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus,

Nouvel article 68.

Dans l'exercice de ses attributions consultatives, la Cour s'inspirera en outre des dispositions du Statut qui s'appliquent en matière contentieuse, dans la mesure où elle les reconnaîtra applicables.

Tulkojums.

PROTOKOLS.

1. Apakšā parakstījušies, pienācīgi pilnvaroti, vienotās savu attiecīgo valdību vārdā izdarīt Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas statūtos grozījumus, kas atzīmēti šā protokola pielikumā un uz kuriem attiecas Tautu Savienības pilnsapulces 1929. gada 14. septembra lēmums.

2. Šis protokols, kuŗa franču un angļu teksti ir vienlīdzīgi autentiski, iesniedzams parakstīšanai visām valstīm, kas parakstījušas 1920. gada 16. decembra protokolu, kam pievienoti Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas statūti, kā arī Amerikas Savienotām Valstīm.

3. Šis protokols ratificējams. Ratifikācijas grāmatas nododamas, ja vien iespējams, pirms 1930. gada 1. septembra Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas to paziņos Tautu Savienības locekļiem un Tautu Savienības līguma pielikumā minētām valstīm.

4. Šis protokols stājas spēkā 1930. gada 1. septembrī, ar nosacījumu, ka Tautu Savienības Padome ir pārliecinājusies, ka Tautu Savienības locekļi un Tautu Savienības līguma pielikumā minētās valstis, kas ratificējušas 1920. gada 16. decembra protokolu, šo kuŗu ratifikācijas grāmatas attiecībā uz šo protokolu vēl nebūtu līdz tam laikam iesniegtas, nepretojas tam, ka šā protokola pielikumā minētie Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas statūtu grozījumi stājas spēkā.

5. Līdz ar šā protokola spēkā stāšanos jaunie noteikumi paliek par 1920. gadā pieņemto statūtu sastāvdaļu un līdz ar to grozītie pirmatnējie panti ir atcelti. Līdz 1931. gada 1. janvārim Tiesa turpinās savu darbību saskaņā ar 1920. gada statūtiem.

6. Pēc šā protokola spēkā stāšanās, ikviena piekrišana Tiesas statūtiem nozīmē piekrišanu grozītiem statūtiem.

7. Šā protokola vajadzībām Amerikas Savienotās Valstis nostādāmas tāda pašā stāvoklī, kā valstis, kas ratificējušas 1920. gada 16. decembra protokolu.

IZGATAVOTS Ženēvā, tūkstots deviņi simti divdesmit deviņā gada četrpadsmitā septembrī, vienā eksemplārā, kas deponējams Tautu Savienības sekretāriāta arhīvā. Ģenerālsekretārs piesūtīs apliecinātus norakstus Tautu Savienības locekļiem un Tautu Savienības līguma pielikumā minētām valstīm.

Dienvidus-Afrikas Savienība
Vācija
Australija
Austrija
Beļģija
Bolīvija
Brazīlija
Lielbritānija un Ziemeļīrija
tāpat kā visas Britānijas Impērijas daļas, kas nav Tautu Savienības atsevišķi locekļi

Eric H. Louw
Fr. Gaus
W. Harrison Moore
Dr. Marcus Leitmaier
Henri Rolin
A. Cortadellas
M. de Pimentel Brandao

Bulgārija
Kanada
Čīli
Ķīna
Kolumbija
Dānija
Dominikāņu republika
Spānija
Igaunija
Somija
Francija
Griekija
Gvatemala
Haiti
Ungārija
Indija
Irlandes brīvvalsts
Itālija
Latvija
Liberija

Arthur Henderson
Vladimir Molloff
R. Dandurand
Luis V. de Porto-Seguro
Chao-Chu Wu
Francisco José Urrutia
Georg Cohn
M. L. Vasquez G.
C. Botella
A. Schmidt
A. S. Yrjö-Koskinen
Henri Fromageot
Politis
Luis V. de Porto-Seguro
Luc Dominique
Ladislav Gajzago
Md. Habibullah
John A. Costello
Vittorio Scialoja
Charles Duzmans
A. Sottile

Luksemburga
Nikaragva
Norveģija
Jaunzelande
Panama
Paragvaja
Holande
Peru
Persija
Polija

Portugale
Rumānija
Salvadora
Serbu, Kroatu un Sloveņu karaliste
Siama
Zviedrija
Šveice
Čehoslovākija
Urugvaja
Venecuēla

Bech
Francisco Torres F.
Arnold Raestad
C. J. Parr
J. D. Arosemena
R. V. Caballero de Bedoya
V. Eysinga
Mar. H. Cornejo
P. P. Kitabgi
M. Rostworowski
S. Rundstein
Prof. Doutor J. Lobo d'Avila Lima
Antoniade
J. Gustavo Guerrero
I. Choumenkovitch
Varnvaidya
E. Marks von Würtemberg
Motta
Zd. Fierlinger
A. Guani
C. Zumeta.

1929. g. 14. septembra protokola pielikums.

Grozījumi Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas statūtos.

3., 4., 8., 13., 14., 15., 16., 17., 23., 25., 26., 27., 29., 31., 32. un 35. panti atvietojami šādiem noteikumiem:

3. panta jaunais teksts.

Tiesa sastāv no 15 locekļiem.

4. panta jaunais teksts.

Tiesas locekļus ievēl Tautu Savienības pilnsapulce un Padome no personu saraksta, kuŗu liek priekšā Šķirētības valstu grupas, saskaņā ar šādiem noteikumiem.

Kas attiecas uz tiem Tautu Savienības locekļiem, kas nepiedalās Pastāvīgā šķirētības, tad viņu kandidātu sarakstus liks priekšā nacionālās grupas, ko šajā nolūkā nozīmē attiecīgās valdības, ar tiem pašiem nosacījumiem, kas noteikti attiecībā uz Pastāvīgās šķirētības locekļiem Hāgas 1907. gada konvencijas par starptautisko konfliktu nokārtošanu miera ceļā 44. pantā.

Ja nav sevišķas vienošanās, tad pilnsapulce, uz padomes priekšlikumu, nokārto nosacījumus, ar kuriem tiesas locekļu vēlēšanās var piedalīties valsts, kas pieņēmusi Tiesas statūtus, bet nav Tautu Savienības locekļi.

8. panta jaunais teksts.

Sapulce un padome, neatkarīgi viena no otras, stājas pie tiesas locekļa ievēlēšanas.

13. panta jaunais teksts.

Tiesas locekļus ievēl uz deviņiem gadiem.

Viņus var no jauna ievēlēt.

Viņi paliek amatā līdz viņu pēcnācēju ievēlēšanai. Pēc šo pēcnācēju ievēlēšanas viņiem tomēr jāpabeidz visas lietas, kas viņiem nodotas.

Ja kāds tiesas loceklis atteicies no amata, tad atteikšanās raksts piesūtāms Tiesas priekšsēdētājam, kas to nosūta tālāk Tautu Savienības ģenerālsekretāram.

Līdz ar šo paziņojumu, vieta uzskatāma par atbrīvojušos.

14. panta jaunais teksts.

Vēlēšanas vakanto vietu aizpildīšanai izdarāmas tajā pašā kārtībā, kā pirmās vēlēšanas, ievērojot šādus noteikumus: mēneša laikā pēc vietas atbrīvošanās Tautu Savienības ģenerālsekretārs izsūtīs 5. pantā minētos uzaicinājumus un vēlēšanu dienu noteiks padome savā nākamā sesijā.

15. panta jaunais teksts.

Tiesas loceklis, kas ievēlēts kāda locekļa vietā, kuŗa pilnvara nav notecējusi, paliek amatā līdz viņa priekšgājēja pilnvaras laika notecēšanai.

16. panta jaunais teksts.

Tiesas locekļi nedrīkst uzņemties nekādus politiskus vai administratīvus amatus, ne arī nodoties citam profesionālas dabas darbam.

Visas šaubas, kas varētu rasties šajā jautājumā, izšķir Tiesa.

17. panta jaunais teksts.

Nekādās starptautiskās lietās Tiesas locekļi nedrīkst izpildīt aģenta, padomdevēja vai advokāta pienākumus.

Viņi nevar piedalīties nevienas lietas izšķiršanā, kuŗā viņi iepriekš ņēmuši daļību, kā vienas puses aģenti, padomdevēji, advokāti, kā locekļi nacionālā vai starptautiskā tiesā, anketu komisijā vai arī kādā citā amatā.

Visas šaubas, kas varētu rasties šajā jautājumā, izšķir Tiesa.

23. panta jaunais teksts.

Tiesas sesiju notur nepārtraukti, izņemot Tiesas brīvlaiku, kuŗa laiku un ilgumu noteic Tiesa.

Tiesas locekļiem, kuŗu mājas atrodas tālāk par piecu dienu ilgu normālu ceļojumu no Hāgas, ir tiesība saņemt ik trīs gadus, neatkarīgi no tiesas brīvlaikiem, sešus mēnešus ilgu atvaļinājumu, ceļojuma laiku neieskaitot.

Izņemot kārtējo atvaļinājumu, slimību vai kāda cita svarīga jemesla aizkavējumu, kas pienācīgi paziņots priekšsēdētājam, Tiesas locekļiem jābūt pastāvīgi Tiesas rīcībā.

25. panta jaunais teksts.

Tiesa izpilda savus uzdevumus plēnārsēdēs, izņemot tieši paredzētus gadījumus. Ievērojot nosacījumu, ka brīvo tiesnešu skaits Tiesas sastādīšanai nedrīkst būt mazāks par vienpadsmit, Tiesas reglamentā var noteikt, ka atkarībā, no apstākļiem vienu vai vairākus tiesnešus var pēc kārtas atsvabināt no piedalīšanās sēdēs.

Tomēr deviņu tiesnešu kvorums ir pietiekošs, lai sastādītu Tiesu.

26. panta jaunais teksts.

Lietas, kas attiecas uz darbu un it īpaši uz tiem jautājumiem, kuŗi minēti Versaļas miera līguma XIII-ā daļā (Darbs) un citu miera līgumu attiecīgās daļās, Tiesa izlemj, sekojot šādiem nosacījumiem:

Katram triju gadu periodam Tiesa nodibina speciālu kameru, kuŗa sastāv no pieciem tiesnešiem, kas ievēlēti pēc iespējas saskaņā ar 9. panta noteikumiem. Bez tam divi tiesneši ieceļami tā tiesneša vietas izpildīšanai, kuŗam nav iespējams piedalīties sēdēs. Ja puses vēlas, tad šī kamera izlemj lietu. Ja šāds lūgums neienāk, tad Tiesa notur pilnu sēdi. Visos gadījumos tiesnešiem asistē četri tehniski asesori, kuŗi piedalās sēdēs ar padomdevēju balsīm un nodrošina tašnīgu caurlūkojamās lietas apgaismošanu.

Tehniskos asesorus ievēl katrā atsevišķā gadījumā saskaņā ar 30. pantā minētiem lietas vešanas kārtības noteikumiem, no „asesoru saraksta stridīgiem darba jautājumiem”, kas sastāv no personām, no kuŗām katrs Tautu Savienības loceklis ir ieceļis divas un no līdzīga personu skaita ko uzstādījusi Starptautiskā darba biroja Administrācijas padome. Šī padome uzstāda pusi no strādnieku un otru pusi no darba devēja priekštāvjiem, saskaņā ar Versaļas līguma 412. pantā un citu miera līgumu attiecīgos pantos paredzēto sarakstu.

Visās lietās, kas attiecas uz darbu, Starptautiskam darba birojam ir tiesība dot Tiesai visus nepieciešamos paskaidrojumus un šim nolūkam Biroja direktoram izsniedzami visi rakstveidā iesniegtie procedūras dokumenti.

27. panta jaunais teksts.

Lietās, kas attiecas uz tranzītu un satiksmi un speciāli Versaļas mierlīguma XII-ā daļā (ostas, ūdensceļi, dzelzceļi) un citu miera līgumu attiecīgās daļās paredzētās lietās, Tiesa lemj, sekojot šādiem nosacījumiem:

Tiesa nodibina katram triju gadu periodam speciālu kameru, kas sastāv no pieciem tiesnešiem, kuŗi iecelti pēc iespējas ievērojot 9. panta noteikumus. Bez tam ieceljami divi tiesneši, kas stātos tā tiesneša vietā, kam nav iespējams piedalīties sēdēs. Uz pušu lūgumu šī kamera taisīs lēmumus. Ja šāds lūgums neienāks, Tiesa noturēs pilnas sēdes. Ja puses vēlas vai Tiesa to nolēmj, tad tiesnešiem asistē četri tehniski asessori, piedalīdamies ar padomdevēju balsim.

Techniskos asesorus iecel katrā atsevišķā gadījumā saskaņā ar 30. pantā paredzētiem procedūras noteikumiem, tranzīta un satiksmes strīdīgiem jautājumiem no asesoru saraksta, kas sastāv no personām, no kuŗām katrs Tautu Savienības loceklis ir iecēlis divas.

Ja puses prasa, tad šā panta pirmā rindkopā minēto lietu izšķiršanai arvien var izlietot 29. pantā minēto saīsināto procedūru.

29. panta jaunais teksts.

Lietu ātras nokārtošanas labā, Tiesa ikgadus nodibina piecu tiesnešu kameru, kuŗa uz pušu pieprasījumu var taisīt lēmumus saīsinātā procedūrā. Bez tam divi tiesneši ieceljami tā tiesneša atvietošanai, kam nav iespējams piedalīties sēdē.

31. panta jaunais teksts.

Katras tiesājošās puses valsts piederīgie tiesneši patur tiesību piedalīties Tiesas caurlūkojamā lietā.

Ja vietu tiesā iepem tikai vienas puses valsts piederīgais tiesnesis, tad otra puse var pēc savas izvēles iecelt kādu personu par tiesnesi. Viņa pēc iespējas ņemama no to personu skaita, kas stādītas priekšā saskaņā ar 4. un 5. pantu.

Ja tiesā nav nevienas puses valsts piederīga tiesneša, tad katra puse var iecelt pa tiesnesim iepriekšējā rindkopā paredzētā kārtībā.

Šis noteikums piemērojams 26., 27. un 29. panta gadījumā. Šajā gadījumā priekšsēdētājs lūgs vienu, vai ja vajadzīgs, divus tiesas locekļus, kas ir arī kameras locekļi, atdot savas vietas tiem Tiesas locekļiem, kas ir ieinteresēto pušu pavalstnieki, vai, ja tādu nebūtu, vai ja viņi būtu aizkavēti — tiesnešiem, ko šajā nolūkā puses iecēlušas.

Ja vairākas puses rīkojas kopīgi, tad iepriekšējo noteikumu piemērošanai tās skaitāmas tikai par vienu. Šaubu gadījumā Tiesa izšķir.

Ieceltiem tiesnešiem, kā tas teikts šā panta 2., 3. un 4. rindkopā, jāpilda šo statūtu 2. panta, 17. panta 2. rindkopas, 20. un 24. panta noteikumi. Viņi piedalās lēmumā pilnīgā vienlīdzībā ar saviem kolēģiem.

32. panta jaunais teksts.

Tiesneši saņem gada atalgojumu. Priekšsēdētājs saņem sevišķu gada piemaksu.

Priekšsēdētāja biedrs saņem sevišķu piemaksu par katru dienu, kad viņš izpilda priekšsēdētāja pienākumus.

Tiesneši, kas iecelti piemērojot 31. pantu, bet nav Tiesas locekļi, saņem atlīdzību par katru dienu, kad viņi izpilda savus pienākumus.

Šo atalgojumu, piemaksu un atlīdzību apmērus nosaka Tautu Savienības pilnsapulce uz padomes priekšlikumu. Tos nevar pamazināt pienākumu izpildīšanas laikā.

Darbveža algu nosaka pilnsapulce uz Tiesas priekšlikumu.

Pilnsapulces pieņemtā reglamentā noteic nosacījumus, kādos Tiesas locekļiem un darbvedim piešķir pensijas, kā arī nosacījumus par braucienu izdevumu atmaksu Tiesas locekļiem un darbvedim.

Atalgojumi, atlīdzības un piemaksas ir brīvi no nodokļiem.

35. panta jaunais teksts.

Tiesa ir atklāta Tautu Savienības locekļiem, kā arī Tautu Savienības līguma pielikumā minētām valstīm.

Nosacījumus, ar kuŗiem tā atklāta arī citām valstīm, noteic Padome, izņemot gadījumus, kur pastāvošos līgumus ir sevišķi noteikumi, bet arvien tā, ka tiesas priekšā puses nenostāda nevienādības stāvokli.

Ja viena tiesājošās puse ir valsts, kas nav Tautu Savienības loceklis, tad Tiesa nosaka summu, kas šai pusei maksājama Tiesas izdevumu segšanai. Šis noteikums nav piemērojams, ja šī valsts piedalās Tiesas izdevumu segšanā.

38. panta 4. punkta franču teksts atvietojs ar sekošu noteikumu:

4. Ievērojot 59. panta noteikumu, tiesu lēmumi un visu tautu vispazīstamāko publicistu doktrīnas, kā papildu līdzeklis tiesību normu noteikšanai.

(Angļu tekstā nav grozījumu.)

39. un 40. pants atvietojami ar sekošiem noteikumiem:

39. panta jaunais teksts.

Tiesas oficiālās valodas ir franču un angļu. Ja puses vienojas, ka visa procedūra vedama franču valodā, tad spriedumu taisīs šajā valodā. Ja puses vienojas, ka visa procedūra vedama angļu valodā, tad spriedumu taisīs šajā valodā.

Ja nav vienošanās par lietojamo valodu, tad puses var savos paskaidrojumos lietot to no abām valodām, kuŗu tās izvēlēsies, un Tiesas spriedums ir taisāms franču un angļu valodā. Šajā gadījumā līdz ar to Tiesa noteiks, kuŗš no abiem tekstiem ir autentisks.

Uz pušu lūgumu Tiesa var atļaut lietot bez angļu un franču valodas arī citu valodu.

40. panta jaunais teksts.

Lietas nododamas Tiesai, skatoties pēc gadījuma, vai nu paziņojot darbvedim vienošanos par lietas nodošanu Tiesai, vai arī iesniedzot viņam lūgumu; abos gadījumos uzrādāms strīda priekšmets un strīdīgās puses.

Darbvedis nekavējoties paziņo lūgumu visiem ieinteresētiem.

Viņš to arī paziņo visiem Tautu Savienības locekļiem ar ģenerālsekretāra starpniecību, kā arī valstīm, kam atļauts griezties pie Tiesas.

45. panta angļu teksts atvietojs ar šādu noteikumu:

Lietas caurlūkošanu uzrauga priekšsēdētājs vai, ja viņš nevar prezidēt, vicepriekšsēdētājs; ja ne viens ne otrs nevar prezidēt, tad prezidē vecākais tiesnesis.

(Franču tekstā nav grozījumu.)

Tiesas statūtiem pievienojama sekoša jauna nodaļa:

IV nodaļa. — Konsultatīvas atsauksmes.

Jaunais 65. pants.

Jautājumi, par kuŗiem Tiesai pieprasa konsultatīvu atsauksmi, iesniedzami Tiesai rakstiskā lūgumā, ko paraksta Tautu Savienības pilnsapulces vai padomes priekšsēdētājs, vai arī Tautu Savienības ģenerālsekretārs, rikodamies uz pilnsapulces vai padomes instrukciju pamata.

Lūgumā noteikti apzīmējams jautājums, par kuŗu pieprasa Tiesas atsauksmi. Tam pievienojami visi dokumenti, kas var apgaismot lietas apstākļus.

Jaunais 66. pants.

1. Darbvedis nekavējoties paziņo konsultatīvas atsauksmes lūgumu Tautu Savienības ģenerālsekretāra starpniecībā Tautu Savienības locekļiem, kā arī valstīm, kam atļauts griezties pie Tiesas.

Bez tam darbvedis tāpat paziņo ar sevišķu un tiešu paziņojumu visiem Tautu Savienības locekļiem, visām valstīm, kam atļauts griezties pie tiesas, un visām starptautiskām organizācijām, ko Tiesa vai priekšsēdētājs, gadījumā ja Tiesai brīvlaiks, uzskata par spējīgām sniegt ziņas par attiecīgo jautājumu, ka tiesa ir gatava pieņemt priekšsēdētāja noteiktā laikā rakstiskus paskaidrojumus, vai noklausīties mutiskus paskaidrojumus publiskā sēdē, ko notur šai nolūkā.

Ja kāds Tautu Savienības loceklis vai šā paragrafa pirmā rindkopā minētā valsts, kas nav saņēmusi iepriekš minēto sevišķo paziņojumu, izteic vēlēšanos iesniegt rakstiskus vai dot mutiskus paskaidrojumus, tad Tiesa izlemj, kas darāms.

2. Tautu Savienības locekļi, valsts un organizācijas, kas devuši rakstiskus vai mutiskus paskaidrojumus, pielaidami diskutēt citu Tautu Savienības locekļu, valstu vai organizāciju dotos paskaidrojumus, tādā veidā, apmēros un laikā, ko katrā atsevišķā gadījumā noteic tiesa, vai, ja Tiesai brīvlaiks, priekšsēdētājs. Šim nolūkam darbvedis rakstiskos paskaidrojumus pienācīgā laikā piesūta visiem Tautu Savienības locekļiem, valstīm un organizācijām, kas pašas iesniegušas tamlīdzīgus paskaidrojumus.

Jaunais 67. pants.

Tiesa paziņos savas konsultatīvas atsauksmes publiskās sēdēs, paziņojot par to iepriekš tieši Tautu Savienības ģenerālsekretāram un ieinteresēto Tautu Savienības locekļu, valstu un starptautisko organizāciju pārstāvjiem.

Jaunais 68. pants.

Izpildot savus konsultatīvos pienākumus, Tiesa bez tam vadīsies no Statūtu noteikumiem par strīdīgo jautājumu izlemšanu, ciktāl viņa tos atzīs par piemērojamiem.

Protokola un pielikuma tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. gada 17. jūnija plēnārsēdē.

J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu.

1930. g. 11. jūlijā.

Tautas labklājības ministris

V. Rubulis.

Rīkojums

par Rīgas sīkražotāju, tirdzniecības darbinieku, Bauskas apvienotās strādnieku un kalpotāju un Ludzas pilsētas un aprīņa skolotāju un pašvaldības darbinieku slimokases un Valkas, Saldus, Jaunjelgavas un apkārtnes un Jelgavas tirdzniecības-rūpniecības kopējās slimokases slēgšanu.

Pamatojoties uz „Noteikumu par slimokasēm” („Valdības Vēstneša” 1930. g. 11. jūlijā 152. num.) 11. un 26. p., Tautas labklājības ministrija nosaka:

1. Ar 1930. g. 1. augustu izbeidz savu darbību un pievienojas šai pantā uzrādītām slimokasēm:

- Rīgas sīkražotāju slimokase — Rīgas pagaidu strādnieku slimokasei;
- Tirdzniecības darbinieku slimokase — Kooperatīvu un sabiedrisku iestāžu darbinieku slimokasei;
- Valkas kopējā slimokase — Valmieras kopējai slimokasei;
- Saldus kopējā slimokase — Aizputes kopējai slimokasei;
- Bauskas apvienotā strādnieku un kalpotāju slimokase — I Jelgavas slimokasei;
- Jaunjelgavas un apkārtnes kopējā slimokase — Jēkabpils un apkārtnes kopējai slimokasei;
- Jelgavas tirdzniecības - rūpniecības darbinieku slimokase — Jelgavas apgabala skolotāju, pašvaldības un sabiedrisku iestāžu darbinieku slimokasei;
- Ludzas pilsētas un aprīņa skolotāju un pašvaldības darbinieku slimokase — Rēzeknes pilsētas un aprīņa kopējai slimokasei.

2. Slēgtās slimokases valdes locekļi ieskaitāmi kā pilntiesīgi locekļi tās slimokases valdes sastāvā, kuŗai slēgtā slimokase pievienota ar šo rīkojumu. Tāpat ieskaitāmi arī revīzijas komisijas locekļi.

Rīgā, 1930. g. 11. jūlijā. № 7331.

Darba aizsardzības departamenta

direktors Fr. Roze.

Sociālās apdrošināšanas nodaļas

vadītājs H. Liepiņš.

Apstiprinu.

1930. g. 11. jūlijā.

Tautas labklājības ministris

V. Rubulis.

Rīkojums

par

pāriešanu no vienas slimokases uz otru.

Pamatojoties uz „Noteikumu par slimokasēm” („Valdības Vēstneša” 1930. g. 11. jūlijā 152. num.) 11. un 12. p., Tautas labklājības ministrija nosaka:

1. No „Noteikumu par slimokasēm” spēkā stāšanās dienas līdz 1930. g. 1. novembrim atsevišķā darba vietā nodarbinātie slimokases dalībnieki var pāriet uz citu slimokasi „Noteikumos par pāriešanu no vienas slimokases uz otru” („Valdības Vēstnesis” 1925. g. 240. num.) nosacītā kārtībā. Uz šiem pāriešanas gadījumiem neattiecas minēto pāriešanas noteikumu 15., 16. un 17. p. nosacītie termiņi: 15. un 16. p. minētie lūgumi par pāriešanu uz citu kasi iesūtāmi Tautas labklājības ministrijai līdz 15. oktobrim, bet 17. p. minētās sūdzības — līdz 1. novembrim 1930. gadam.

2. Ja pēc šajā rīkojumā minētā termiņa notecēšanas kādai slimokasei vēl skaitītos pievienotas darba vietas, kas neietilpst šīs kases darbības rajonā, tad

šādas darba vietas no minētās kases atvieno un pievieno citai, kuŗai viņas piekrit, Tautas labklājības ministrija ar savu rīkojumu.

Rīgā, 1930. g. 11. jūlijā. № 7332.

Darba aizsardzības departamenta

direktors Fr. Roze.

Sociālās apdrošināšanas nodaļas

vadītājs H. Liepiņš.

Apstiprinu.

1930. g. 11. jūlijā.

Tautas labklājības ministris

V. Rubulis.

Grozījums rīkojumā

par

slimokasu statūtu pārreģistrēšanu un slimokasu lietu pagaidu pārvaldīšanu.

„Rīkojuma par slimokasu statūtu pārreģistrēšanu un slimokasu lietu pagaidu pārvaldīšanu” („Valdības Vēstneša” 1929. g. 250. num.) 5. un 7. pantu izteikt šādi:

5. Slimokasu statūtu projektu izstrādā kases dalībnieku un kasei pievienoto darba vietu īpašnieku — darba devēju pārstāvju komisija. Komisijas locekļu skaits, atkarībā no dalībnieku skaita, kāds kasē bija uz š. g. 1. jūliju, sekošs:

- kasēs ar dalībnieku skaitu līdz 5000 — 3 dalībnieku un 2 darba devēju pārstāvji;
- kasēs ar dalībnieku skaitu no 5001 līdz 10 000 — 4 dalībnieku un 3 darba devēju pārstāvji;
- kasēs ar dalībnieku skaitu no 10 001 līdz 25 000 — 5 dalībnieku un 4 darba devēju pārstāvji;
- kasēs ar dalībnieku skaitu no 25 001 līdz 50 000 — 6 dalībnieku un 5 darba devēju pārstāvji;
- kasēs ar dalībnieku skaitu pāri par 50 000 — 7 dalībnieku un 6 darba devēju pārstāvji.

Darba devēju pārstāvjus izvēl attiecīgie darba devēji šim nolūkam sasaukamās sapulcēs, bet dalībnieku — tagadējās slimokasu valdes.

Piezīme. Atsevišķas slimokases (vienai darba vietai) statūtu projekta izstrādāšanai komisijā attiecīgais darba devējs sūta 2 pārstāvjus pēc savas izvēles.

7. Pēc 5. pantā minēto komisiju nodibināšanas pie katras slimokases, šīs komisijas nekavējoties stājas pie statūtu projekta izstrādāšanas attiecīgai kasei. Statūtu projekts izstrādājams un iesniedzams Tautas labklājības ministrijai 8. pantā nosacītā kārtībā ne vēlāk, kā līdz 1930. g. 15. septembrim.

Pamats: „Noteikumu par slimokasēm” („Valdības Vēstneša” 1930. g. 11. jūlijā 152. num.) 9., 21., 22., 83., 91. un 93. pants.

Rīgā, 1930. g. 11. jūlijā. № 7333.

Darba aizsardzības departamenta

direktors Fr. Roze.

Sociālās apdrošināšanas nodaļas

vadītājs H. Liepiņš.

Apstiprinu.

1930. g. 11. jūlijā.

Tautas labklājības ministris

V. Rubulis.

Pārgrozījumi noteikumos par medicīnisko palīdzību slimokasu dalībniekiem.

„Noteikumos par medicīnisko palīdzību slimokasu dalībniekiem” („Valdības Vēstneša” 1929. g. 250. num.) izdarīt šādus pārgrozījumus:

1. 1. pantu papildināt ar šādu piezīmi: Piezīme. Valsts uzņēmumi un iestādes, kur medicīniskā palīdzība slimokasu dalībniekiem tiek sniegta vismaz tādā

apmērā, kā tas paredzēts „Noteikumos par slimu kasēm”, var paturēt medicīniskās palīdzības sniegšanu savā pārzinā.

2. 5. panta piezīmē „200/0” vietā likt „150/0”.

3. 6. pantu izteikt šādi: Par zālēm, kuņas kase izdod dalībniekiem, no pēdējiem nemamas piemaksas 150/0 apmērā no zāļu vērtības. Piemaksas par zālēm nav nemamas sekošos gadījumos: 1) dzemdību gadījumos, 2) kad dzīvībai draud briesmas un 3) asiņošanas gadījumos.

Pamats. „Noteikumu par slimu kasēm” („Valdības Vēstneša 1930. g. 11. jūlijā 152. num.) 35. un 39. p.

Rīgā, 1930. g. 11. jūlijā. № 7335.

Darba aizsardzības departamenta direktors Fr. Roze.

Sociālās apdrošināšanas nodaļas vadītājs H. Liepiņš.

Apstiprina. 1930. g. 4. jūlijā.

Finanču ministrs A. Petrevičs.

Papildinājums obligatoriskos noteikumos par kuņu, laivu un plostu kustību Latvijas ostās.

Obligatoriskos noteikumos par kuņu, laivu un plostu kustību Latvijas ostās (1920. g. „Vald. Vēstn.” 196., 203., 205., 206. un 207., num.) papildināt ar šādu jaunu 501. pantu:

501. Kuņu tauvu piesiešanas un atlaišanas darbus ostās ostu valdēm

ir tiesība izdot uzņēmējiem uz noteikumiem, kuņus izstrādā attiecīgas ostas padome un apstiprina Jūrnieceības departamenta direktors.

Ostās, kuņas kuņu tauvu piesiešanas un atlaišanas darbi izdoti uzņēmējiem, šo darbu izpildīšana atļauta vienīgi uzņēmēja darbiniekiem un kuņu personālam.

Jūrnieceības departamenta direktors J. Kalējs.

Kuģniecības nodaļas vadītājs K. Meinerts.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Iekšlietu ministrijas pašvaldības departaments

paziņo, ka iekšlietu ministrs ar š. g. 17. jūnija rezolūciju, pamatojoties uz 1922. g. 14. jūlija likuma (Lik. kr. 136) 14. p. 2. daļu, atļāvis pārdēvēt Cēsu apriņķi, Vaives pagastā atrodošos zemes gabalu ar nosaukumu „Skolas zeme (Schulland)” vārdā „Silenieki”.

Rīgā, 1930. g. 10. jūlijā. № 90116.

Pašvaldības departamenta direktors J. Zankevičs.

9517 Nodaļas vadītāja v. J. Cerbulis.

Paziņojums.

Ar Rīgas apgabaltiesas prokūroņa š. g. 11. jūlija rīkojumu apklāts:

311. „Sarkanā avīze” 1930. g. 11. jūlija № 9. Izdevējs E. Mieziš. Atbild. red.

Juris Murans. Spiestuvē „Latvju Kultūra” Rīgā.

312. Uzsaucums „Esat gatavi sargāt Saeimas strādā. - zemnieku frakciju!” Saeimas strādnieku - zemnieku frakcija Spiestuvē „Latvju Kultūra”, Rīgā.

Rīgā, 1930. g. 11. jūlijā. № 153378.

Preses un biedrību nod. vadīt. K. Vilde. Darbvedis A. Veiss.

Valdības vietējo iestāžu rīkojumi.

Saistošo noteikumu grozījums par tirgošanās un darba laiku Daugavpilī,

kas publicēti „Valdības Vēstneša” 1926. g. 1. oktobra 220. numurā.

Pienēmts Daugavpils pilsētas domes sēdē 1930. g. 5. maijā, apstiprināts ar iekšlietu ministrijas pašvaldības departamenta š. g. 8. jūlija rakstu № 90065.

§ 13.

Pirmās šķiras traktieri var būt atvērti no plkst. 7 rītā un slēdzami plkst. 2 naktī. Šo noteikumu grozījums stājas spēkā 14 dienas pēc viņa izsludināšanas „Vald. Vēstnesī”.

Telegrammas.

(Latvijas telegrafa agent. ārzemju telegrammas.)

Helsinki, 11. jūlijā. Somijas iekšlietu ministrs Kuokkanens izdevis rīkojumu, kas pilnvaro gubernatorus slēgt visus komunistu vadītos „tautas namus”.

Literatūra.

Daugava. Literatūras, mākslas un zinātnes mēnešraksts. № 7. jūlijs, 1930. g.

KURSI.

Rīgas biržā, 1930. gada 12. jūlijā.

Devīzes:

1 Amerikas dollars	5,174—5,184
1 Anglijas mārcina	25,185—25,235
100 Francijas franku	20,32—20,47
100 Beļģijas beļģu	72,15—72,70
100 Šveices franku	100,30—101,05
100 Itālijas liru	27,04—27,25
100 Zviedrijas kronu	138,95—139,65
100 Norveģijas kronu	138,55—139,25
100 Danijas kronu	138,55—139,25
100 Austrijas šillingu	72,75—73,45
100 Čehoslovākijas kronu	15,31—15,46
100 Holandes guldenu	208,00—209,05
100 Vācijas marku	123,35—124,00
100 Somijas marku	12,96—13,08
100 Igaunijas kronu	137,65—138,35
100 Polijas zlotu	57,55—58,75
100 Lietuvas litu	51,40—52,10

Dārgmetāli:

Zelts 1 kg	3425—3445
Sudrabs 1 kg	52—60

Vērtspapīri:

50/0 neatkarības aizņēmums	98—100
40/0 Valsts prēm. aizņēmums	98—100
60/0 Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
80/0 Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevičs.

Zvērināts biržas maklers P. Rupners.

Redaktora vietā J. Janovskis-Janševskis.

Šim numuram 8 lapaš puses.

Tiesu sludinājumi.

Ar Rīgas apgabaltiesas 2. kriminālnodaļas 1930. g. 20. februāra spriedumu Hirs Veinbergs firmas „Kāns un Veinbergs”, Rīgā, Maršala ielā № 7, īpašnieks un Mārtiņš Zaķis, pārtikas preču veikala Rīgā, Marijas ielā № 110, īpašnieks, pēc Sodu lik. 211. p. 4. pkt. sodīti: pirmais ar Ls 100,— vai nesamaksas gadījumā ar 1 mēnesi aresta, bet otrais ar Ls 20,— vai nesamaksas gadījumā ar arestu uz piecām (5) dienām, par to, ka viņi savos veikalos turējuši un pārdevuši želatīnu, krāsotu ar veselībai kaitīgu darvas krāsu. L. № 607/1930. g. Priekšsēd. b. v. (paraksts). Sekretāra p. Z. Janzens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011.—2014. un 2079. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. pamata, uz Juliāna Auniņa lūgumu uzaicina visas personas, kuřām ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesai 1926. g. 27. jūlijā publicēto 1917. g. 19. oktobrī Gatartas pagastā „Ariešās” mir. Eduarda Jēkaba dēla Auniņa 1917. g. 18. oktobrī mījas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušu Eduarda Auniņa mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomissāriem, parāddēvējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 5264. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Augustu - Elmāru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Augustu - Elmāru Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Augusts - Elmārs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4626-11 g. 8922b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa

izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Pēteri - Nikolaju Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri - Nikolaju Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris - Nikolajs Andreja d. Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4624. 8923b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Jāņa un Minnas Biezo lūgumu atzīt Kārli - Aleksandru Andreja d. Biezo par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūnija un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Kārli - Aleksandru Andreja d. Biezo gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Kārlis - Aleksandrs Biezais atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā. L. № 4625. 11 g. 8924b. Priekšsēd. v. A. Blūmentāls. Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Annas un Alides Auziņu lūgumu atzīt Pēteri Jāņa dēla Auziņu par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1930. g. 25. jūn. un Civ. proc. lik. 1947.—1950. p. un viet. Civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Pēteri Jāņa d. Auziņu gada laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa noteicēšanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Pēteris Jāņa d. Auziņš atrodas pie dzīvības, tiesa uz ierasties personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa

uz Civ. ties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata nolēma, ka pēc 1916.

Latvijas banka

pārdod šādas

lauksaimniecības mašīnas un mākslīgus mēsļus:

- 1 pašgājēju „Clayton” firmas, 8 HP,
 - 1 naftas motoru 6,5 HP,
 - 1 ūdens turbīni, centrifugālo, pumpi „Triumph” firmas,
 - 4 vērtījamās mašīnas „Imanta” firmas,
 - 449 dažādus arklus.
 - 116 atsperu ecēšas,
 - 3 sējmašīnas 11—15 rindu,
 - 18 dažādus labības plāvējus,
 - 49 dažādus zāles plāvējus,
 - 4 vēja motorus „Agricco”,
 - 1 Tryer myšīnu cilindri „Heid” firmas,
 - 6 petrolejas motorus „Deute” un „M. Harris”,
 - 14 zirgu grābekļus,
 - 1 sviesta kuļmucu — 250 ltr. tilp.,
 - 1 labības kūļēju „Veipsta” firmas,
 - 1 salmu „krafītāju” „Imanta” firmas,
 - 12.220 kg arklus auzis un lēmesus un tōmāsa miltus.
- Tuvākas ziņas Latvijas bankas aizdevumu daļā. L 2447b

K. M. Budžeta un kredītu pārvalde

(Valdemāra ielā № 10/12), 1930. g. 14. jūlijā, plkst. 13.

izdos jauktā izsolē

apm. 73 ton. svaigas liellopu gaļas piegādi Rīgas, Bolderājas un Daugavgrīvas garnizonu vajadzībām par laiku no 1930. g. 1. augusta līdz 1. decembrim.

Liellopu gaļas vietā var nodot arī svaigu cūkgaļu, bet ne vairāk par 1/3 daļu no nododamās liellopu gaļas daudzuma, samaiņā 2:3.

Izsoles drošība — Ls 40,— no katras piedāvātās tonnas. Tuvāki paskaidrojumi — K. M. Budžeta un kredītu pārvaldes apgādības nodaļā, Valdemāra ielā № 10/12 (ie-eja no Elizabetes ielas), dz. 4, istaba 7, katru darbdienu parastā darba laikā. 9638 L 2426b

Būvniecības pārvalde,

Brīvības ielā 37/39,

izsludina jauktas izsoles

š. g. 25. jūlijā:

- 1) plkst. 11 — ēdienu un kafijas vāramā katla piegādei Daugavpils psih. slimnīcā. Drošības nauda Ls 1000,—;
- 2) plkst. 12 — elektriskās instalācijas izbūvei Liepājas zīdaīņu namā. Drošības nauda Ls 150,—;
- 3) plkst. 13 — ūdens vadu izbūvei Ģintermuižas psih. slimnīcā. Drošības nauda Ls 300,—.

Ar noteikumiem un aprēķiniem var iepazīties Būvniecības pārvaldē. L 2461 9642

Pasta un tālgrāfa departaments

š. g. 16. jūlijā, plkst. 11, savās telpās, Radio ielā, izdos

jauktā galīgā izsolē

Rīgas galvēna pasta un Rīgas tālgrāfa kantoņa, Sabīles, Raunas un Indras pasta un tāl. kantoņa ēku būvdarbus.

Rakstveida piedāvājumi slēgtās aploksnēs un lūgumi pieļaut mutvārdu solīšanā, līdz ar dokumentu par iemaksāto drošības naudu: darbiem Rīgā, galv. p. Ls 1000; Rīgā, tālgrāf. kant. Ls 400; Sabīlē Ls 800; Raunā Ls 100; Indrā Ls 100 iesniedzami departamenta būvniecības nodaļai līdz izsoles sākumam.

Tuvākas ziņas iesniedz departamenta būvniecības nodaļa, 38. istabā, un attiecīgie pastmeistari. L 2172 8794r

Pasta un tālgrāfa departaments

š. g. 16. jūlijā, plkst. 10, savās telpās, Radio ielā, izdos

jauktā galīgā izsolē

Aizputes pasta un tāl. kantoņa ēkas jaunbūvdarbus.

Rakstveida piedāvājumi slēgtās aploksnēs un lūgumi pieļaut mutvārdu solīšanā, līdz ar dokumentu par iemaksāto drošības naudu Ls 9.000,—, iesniedzami departamenta būvniecības nodaļai līdz izsoles sākumam.

Darbu aprakstus un noteikumus var saņemt departamenta būvniecības nodaļas 38. istabā un Aizputes p. un t. kantoņi. 8795r L 2175

Jelgavas tālgrāfa kantoņa

izsludina mutvārdu sacensības

Jelgavas tālgrāfa kantoņi 1930. g. 14. jūlijā, plkst. 10 uz

18.000 II labuma ķieģeļu piegādi.

1930. g. 14. jūlijā, plkst. 12 uz

apm. 4500 m kanāņu rakšanu kābeļu ieguldīšanai.

Personām, kas vēlas piedalīties sacensībā, jāiemaksā drošība, par ķieģeļu piegādi Ls 50,—, par kanāņu rakšanu Ls 100,—. 1*

Tuvākus paskaidrojumus sniedz Jelgavas tālgrāfa kantoņa kanceleja, Pasta ielā № 23, darbdiēnās no plkst. 9—15. L 2296

Ventspils ostas valde

izdos jauktā izsolē š. g. 23. jūlijā, pulkst. 12,

Sarkanmuižas lauka brūga ceļa būvi,

gar. 470 m, pl. 6 m.

Tuvākas ziņas un paskaidrojumi Ventspils ostas valdē parastā darba laikā. 9234 1* Ventspils ostas valde.

Valsts Rēzeknes tehnikumam

ar š. g. 1. augustu vajadzīgi

divi būvinženieri

speciālo priekšmetu pasniedzēji pie pilna stundu komplekta ar virsstundām. Atalgojums pēc valsts normām. Pieņemti personīgi vai rakstiski tehnikuma kancelejā, Rēzeknē, Pilsētu ielā 6/8, iesūtīt īsu curriculum vitae un vajadzīgos dokumentus. Tuvākas ziņas turpat. L 2214 8988

Zemkopības departaments

Kalpaka bulvāri 6, dz. 4, trešdien, 15. jūlijā

izdos jauktā izsolē

plkst. 10 Valsts Vidzmuīžas lopkopības skolas ēkas apakšstāva pārbūves par Ls 17784,—; drošības nauda Ls 900,—.

plkst. 11 Valsts Latgales lauksaimniecības vidusskolas amatnieku dzīvokļu izbūves darbus Malnavā par Ls 6232,21; drošības nauda Ls 300,—.

plkst. 12 Valsts Jaunpils vaislas lopu audzētavas kūts ēkas pārbūves darbus par Ls 6510,—; drošības nauda Ls 350,—.

Rakstveida piedāvājumi un lūgumi, pieļaut izsolē, nomaksāti ar attiecīgu zīmognodokli līdz ar drošības naudu, izsoles dalībniekiem jāiesniedz līdz izsoles sākumam. 1* 9403 Tuvāki paskaidrojumi saņemami būvniecības nodaļā ist. 14.

Šoseju un zemes ceļu dep-ta II rajona inženieris,

Jelgavā, pilī, savā kancelejā, š. g. 24. jūlijā, plkst. 10,

izdos jauktā izsolē:

- 1) 64,1 m gara koka tilta, pār Iecavas upi uz Rīgas-Jelgavas šosejas 34,229 km, remontu: No drošinājums Ls 660,—.
- 2) Divu 34,0 m un 41,70 m garu tiltu izbūvēšanu nošosēšanu uz Jelgavas - Iecavas un Bauskas - Emburgas - Pēteru muižas vaists pārziņā esošiem zemes ceļiem, pie Ģarozas kroga. No drošinājums Ls 280,—.

Tuvākas ziņas II rajona inženiera kancelejā, Jelgavā, pilī, parastā darba laikā. L 2435 9639b

Vidzmuīžas laukkop. izm. stac. ferma,

Vidzmuīzā caur Viļēniem, tāl. Vidzmuīza 6,

1930. g. 25. jūlijā, plkst. 10, savā kancelejā Vidzmuīzā

pārdos jauktā izsolē

2 augļu dārzu ražu.

Izsoles dalībniekiem jāiemaksā drošības nauda Ls 250,— izsoles dienā. Ar izsoles noteikumiem var iepazīties stacijas fermā. L 2457

Paziņojums.

1930. g. 7. jūlijā finanču ministris apstiprinājis

apdrošināšanas akc. sabiedr.

„Rīgas Unions”

statūtu papildinājumu un grozījumu:

Statūtu 6. paragrafā jāstriko vārdi „kā arī divos vairāk izplatītos Rīgas laikrakstos”, tā kā šis paragrafs turpmāk pārgrōzītā veidā izteikts šādi:

Biedrības sapulces un norēķini izsludināmi „Valdības Vēstnesī” un finanču ministra noteiktā periodiskā izdevumā.

Statūtu 26. paragrafs jāpapildinā ar sekošo: „Viņi tiek vēlēti uz 3 gadiem. Katru gadu 2 vai 3 locekļi izstājās un proti: pirmos divos gados izlozējam un tālākos gados pēc vēlēšanas vecuma. Izstājušos uzraudzības padomes locekļus var atkal ievēlēt”. Tā kā šis paragrafs turpmāk pārgrōzītā veidā izteikts šādi:

Uzraudzība padome sastāv no 6 locekļiem, no kuriem vismaz 4 locekļiem jābūt Latvijas pilsoņiem. Viņi tiek vēlēti uz 3 gadiem. Katru gadu 2 vai 3 locekļi izstājās un proti: pirmos divos gados izlozējam un tālākos gados pēc vēlēšanas vecuma. Izstājušos uzraudzības padomes locekļus var atkal ievēlēt.

Apdrošināšanas nodaļas priekšnieks (paraksts). 9613r Revidents J. Strautiņš.

Rīgas prefekt. 2. iec. pr-ks paziņo, ka š. g. 23. jūlijā, plkst. 10 no rīta, Plkv. Briēža ielā № 3, dz. 12a, pārdos vairāksolīšanā Kārļa Krūmiņa kustamu mantu, sastāvošu no firmas „Renault” autobusa, kopvērtībā par Ls 2500.

Tukuma pilsētas valde

š. g. 1. augustā, plkst. 12, savās telpās, Lielā ielā № 38,

atklātā mazāksolīšanā

izdos betona trotuāra

izbūves darbus

pie nama Tukumā, Lielā ielā № 12/14 (vidus skolas).

Tuvākas ziņas pilsētas valdes kancelejā darba laikā.

Tukumā, 1930. g. 16. jūlijā.

9609 Tukuma pilsētas valde.

Kalsnavas pag. padome

š. g. 19. jūlijā

pieņems zobārstu.

Ieinteresētās personas minētā dienā var ierasties pie padomes uz nolīgšanu.

9601 Pagasta valde.

Paziņojums.

1930. g. 8. jūlijā finanču ministris apstiprinājis Tirdzniecības akciju sabiedrībai „A. Lippert” statūtu š. g. 7. grozījumu, saskaņā ar ko sab-ha izlaiž 1000 jaunas trešā izlaiduma akcijas par Ls 200 katru, kopsummā par Ls 200.000 nominālvērtībā, tā kā viss pamatkapitāls iztāsa Ls 500.000, kuš sadalās 2500 akcijās par Ls 200 katru.

Izlaiduma noteikumi šādi:

1. Sabiedrība izlaiž 1000 3. izlaiduma akcijas par Ls 200 katru, kopsummā par Ls 200.000 nominālvērtībā.

2. Jaunās akcijas sadalāmas vienīgi starp veciem akcionāriem proporcionāli viņiem piederošo akciju skaitam.

3. Akcijas pilnīgi apmaksājamas pie parakstīšanās. Parakstīšana uz akcijām izdarāma 6 mēnešu laikā, skaitot no šo jaunizlaiduma noteikumu apstiprināšanas.

4. Jaunās akcijas piedalās dividendē, skaitot no 1930. g. 1. janvāra, līdzīgi ar vecām akcijām.

5. Parakstoties uz akcijām jāsamaksā 20% no nominālvērtība Ls 200 par akciju, pieskaitot Ls 2,80 lielu prēmiju par katru akciju, rezerves kapitālam par labu.

6. Zīmognodēvu un akciju izgatavošanas izdevumus sedz parakstītājs.

7. Parakstīšanos pieņem sabiedrības valdē, Liepājā, Graudu ielā № 45.

Tirdzniecības nodaļas pr-ks P. Kalnozols. 9614r Revidents Aug. Celmiņš.

Kalsnavas pag. valdei vajadzīgs spējgs un pilntiesīgs darbeža palīgs.

Alga pēc attiecīgas kategorijas, brīvs dzīvoklis ar apgaismošanu un apkurināšanu. Pieņemšana notiks padomes sēdē š. g. 19. jūl., plkst. 13.

Kandidāti, kas vēlētos šo vietu ieņemt, tiek uzaicināti iesniegt padomei lūgumus līdz š. g. 19. jūlijam, jeb personīgi ierasties min. dienā uz vēlēšanām padomes sēdē.

Pieteicoties jāiesniedz dokumenti par izglītību un līdzšinējo darbību pagastu pašvaldībā. Tuvākā dzelzceļa stacija — Jaunkalsnava 9,5 km, pasta adrese — c. Jāņkalnu. 9602r Pagasta valde.

Ozolnieku pag. valde, Jelgavas apr., izsludina par nederīgu nozaudēto atvaļ. kara vīra pagaidu aplieciņu № 853, izd. no Ozolnieku pag. valdes š. g. 28. jūn. ar Mārtiņa Dravenieka v. 8904

Rīgas prefektūras 2. iec. pr-ks izsludina par nozaudētu „Zauer un Sohn” sistēmas revolveri № 127421. 9617x

Rīgas pref. 3. iec. pr-ks izsludina par nederīgu rezervista Naģli Šmulis, dzim. 1893. g. 21. maijā, nozaudēto karakli. apl. № 40814, izd. 1923. g. 28. februārī no Rīgas kara apr. pr-ka. 9618x

Rīgas pref. 3. iec. pr-ks izsludina par nederīgu Morducha Landmans, dzim. 1897. g., karakli. apl. № 2604, izd. 1925. g. 17. janvārī no Rīgas kara apr. pr-ka. 9619x

Rīgas pref. 3. iec. pr-ks izsludina par nederīgu virsl. Kārļa Mednis, dzim. 1892. g., karakli. apl. № 36934, izd. 1924. g. 26. martā no Rīgas kara apr. pr-ka. 9620

Rīgas pref. 6. iec. pr-ks izsludina par nederīgu karakli. grāmatīnu, izd. 1927. g. 31. janvārī, № 35404, no Rīgas kara apr. priekšnieka ar Aleksandra Šlesarčiko vārdu. 9621x

Rīgas apr. pol. 4. iec. pr-ks izsludina par nederīgu nozaudēto ziedošanu vākšanas listi № 26, izd. Plaviņu bērnu aizsardzības biedrībai un apstiprinātu no Rīgas apr. priekšnieka. 9338x

Latvijas Mākslas akadēmija izsludina par nederīgu nozaudēto akadēmijas audzēkņa Aleksandra Lagimova matrikulu ar № 513.

Augšpils pagasta valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latvijas pasi KT № 019401/2501, izd. no Purvmaļas pagasta valdes 1928. g. 26. jūnijā uz Roberta Balodis vārdu un 2) karakli. apl. № 2312, izd. no Kara skolas pr-ka 1928. g. 25. maijā ar Roberta Balodis vārdu.

Dzelzceļu policijas Daugavpils iec. priekšniekam piels. Pēteris Matīsa d. Bikaunieks pieteicis par nozaudētu š. g. 17. jūnijā savu „Braunipa” sistēmas revolveri № 925674, kal. 6,35.

Ierocis atrašanās gadījumā nododams dzelzceļu policijas Daugavpils iec., dēļ izsniegšanas pēc piederības. 9596x

Daugavpils piils. pref. izsludina par nederīgu nozaudēto personas apl. № 322, izd. 1930. g. 15. martā no Rīgas pref. ar Jūlijas Dzēns vārdu. 8808x

Klosteres pagasta valde izlabo savu š. g. „V. V.” 137. num. ievietoto sludinājumu Marcelina Anīna nozaudētās karakli. apl. № 8346 lietā, attiecībā uz apl. izd. datumu, jo apl. izdota nevis 1924. g. 24. jūlijā, bet gan 1924. g. 12. jūlijā. 9468x

Liepājas piils. 3. iec. polic. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības aplieciņu № 10217, izd. no Liepājas kara apr. pr-ka 1924. g. 6. jūn. ar Andreja Jāņa dēla Sleina vārdu. 9138b

Madonas apr. pol. 1. iec. pr-ks izsludina par nederīgu nozaudēto līdz ar velosipeda, velosipeda braukšanas numuru 218, oranža krāsas ar melnu numuru, kuš skaitījās izdots Aleksandram Lukš. 8899x

Vecpils pagasta valde izsludina par nozaudētu karakli. aplieciņu № 9418, izd. no 10. Aizputes kāj. pulka komandiera 1927. g. ar Antona Selava vārdu. 8862x

Dažādi sludinājumi.

P/s. „Zooloģiskā ferma Latvijā” uzaicina savus pajeniekus ierasties uz

kārtējo pilnsapulci š. g. 7. augustā, plkst. 18-os, Rīgā, Brīvības bulv. № 2/4, dz. 3., ar šādu

dienas kārtību:

- 1) sapulces amatu personu vēlēšanas;
- 2) pārskats par 1929./30. gada darbību, revīzijas komisijas ziņojums un peļņas sadalīšana;
- 3) budžets 1930/31. gadam;
- 4) pamatkapitāla palielināšana;
- 5) vēlēšanas
- 6) saimnieciski jautājumi.

9630x Valde.

Leimaņu izglītības biedrība izsludina attiecīgai zināšanai, ka biedrībai piederošo velosipeda izloze nenotiks, sakarā ar ko b-bas valde uzaicina ložu īpašniekus saņemt par lozēm iemaksāto naudu atpakaļ 2 mēn. laikā, skaitot no publicēšanas dienas. Pēc minētā termiņa nozēšanas nauda atmaksāta netiks. 9331x

Priekšsēdētājs (paraksts). Sekretārs (paraksts).

Latvijas-Britānijas rūpn. un tirdzn. akc. sab.

„R. Feldhuns un biedri”

valde uzaicina akcionārus uz

otrreiz. vispārējo akcionāru sapulci,

kas notiks 1930. g. 2. augustā, plkst. 5 pēc pusd., sabiedrības telpās, Rīgā, Audēju ielā № 14.

Dienas kārtība:

- 1) valdes ziņojums;
- 2) bilances un pārskata par 1929. g. caurskatīšana un apstiprināšana;
- 3) revīzijas komisijas ziņojums;
- 4) valdes atsavināšana no atbildības par viņas 1929. gada darbību;
- 5) budžets 1930. gadam;
- 6) valdes locekļu, to kandidātu un revīzijas komisijas locekļu vēlēšanas;
- 7) dažādi jautājumi.

Akcionāriem, kas vēlas piedalīties sapulcē, uz statūtu § 52. parunā jāiesniedz valdei vismaz 7 dienas pirms sapulces savas akcijas vai aplieciņas par to nodotānu glabāšanā Rotterdamche Bankvereinigung, Rotterdamē, Schweizerische Kreditanstalt, Zürichā, Jewish Colonial Trust Ltd., Londonā, Bank der Czechoslovakischen Legionen, Pragā vai Darmstädter un Nationalbank, Berlinē.

9627b Valde.

Rīgas Ostas ugunsdzēsēju biedrības mantu loterijā,

1930. g. 9. jūlijā,

vinnesti krituši uz šād. bil. num.: 27, 32, 49, 53, 86, 88, 116, 121, 159, 182, 196, 222, 284, 291, 303, 339, 357, 380, 403, 415, 424, 445, 473, 493, 630, 631, 691, 701, 726, 746, 800, 823, 831, 834, 877, 884, 889, 890, 891, 905, 908, 931, 934, 940, 957, 971, 987, 990.

1033, 56, 89, 116, 177, 207, 211, 315, 377, 414, 425, 432, 553, 597, 617, 634, 675, 677, 682, 692, 699, 710, 735, 865, 871, 876, 919, 949, 966, 972.

2135, 152, 171, 222, 245, 288, 316, 338, 340, 348, 405, 431, 475, 500, 560, 574, 602, 648, 650, 653, 686, 708, 745, 769, 786, 822, 836, 864, 888, 900, 931, 945, 961.

3098, 9, 19, 56, 81, 84, 100, 149, 158, 159, 182, 219, 221, 261, 273, 316, 366, 381, 388, 396, 403, 421, 422, 443, 479, 543, 553, 583, 585, 610, 614, 630, 641, 642, 706, 748, 821, 909, 983.

Vinnestus iesniedz Muftas krasta ielā № 2 trešdien no piektdien no plkst. 18—20.

9629b R. O. Ug. biedr. valde.

Maksātnespējīgā Icaika Melameda konkursa valde

pārdod Daugavpili, lebraucamā ielā № 25, gruntsgabalu, ar zemes grāmatu reģ. № 2776, kas ir 1960 kv. ass. liels, ar izpostītām ēkām. Iesniegumus līdz ar cenu līdz nosūtīt konkursa valdei līdz š. g. 20. aug., Rīgā, t. Jaunava ielā № 13, zvēr. adv. K. Peetz kantoņi.

Konkursa valdes priekšsēd. 9625b zv. adv. K. Peetz.